

Éditorial/Editorial

L'université, lieu de connaissances et de découvertes est de plus en plus critiquée par certains penseurs qui remettent en question sa croissante association avec diverses industries de même que des agences militaires. Sachant que les fonds publics dédiés à la recherche se font de plus en plus rares, les compagnies privées et l'industrie militaire jouent un rôle grandissant dans l'octroi de fonds aux chercheurs dont ces derniers ont besoin afin de conduire leurs recherches. Par conséquent, la frontière entre les secteurs public et privé s'amenuise entraînant la dépolitisation de la recherche et de l'éducation.

Ce qui est problématique c'est que cette tendance, aux répercussions majeures sur les plans politique et éthique, est normalisée au sein des universités. Celles-ci obéissent de plus en plus à des agendas imposés par les compagnies privées et l'industrie militaire. L'université, en tant que lieu de recherche et d'enseignement supposés indépendants sur le plan intellectuel, constitue l'un des derniers remparts publics où le débat d'idées peut et doit prospérer ; elle est plutôt devenue un espace cartographié par des intérêts corporatistes et où se dénoue une crise liée à son rôle ambigu dans l'espace public.

À la lumière de l'incursion constante des intérêts privés sur les campus universitaires, il est clair que les questions relatives à la production des connaissances, la propriété intellectuelle et la diffusion des savoirs doivent être problématisées et discutées. Le rôle des universités au regard de ces trois grands axes doit aujourd'hui être clarifié et, surtout, protégé. La mainmise d'intérêts divers, qu'ils soient privés, gouvernementaux ou militaires dans les affaires de l'université résulte non seulement dans la valorisation, voire l'imposition, de certains types de recherches mais aussi dans l'orientation de plusieurs aspects du fonctionnement universitaire tels que l'embauche des professeurs, les cours à offrir, la gouvernance de l'université, et ce qui peut être rendu visible ou ce qu'il faut taire. Ces intérêts extérieurs imposent des valeurs et des pratiques et produisent des identités.

Cette problématique n'est pas récente et a été soulevée à maintes occasions. Cependant, au rythme où les connaissances doivent être produites et diffusées, combiné à la chasse effrénée pour obtenir des fonds de recherche, desquels dépend largement la carrière des professeurs-chercheurs, ce type de questionnement est non seulement négligé mais parfois même méprisé par plusieurs, dont les professeurs-chercheurs eux-mêmes. Henry Giroux soutient que le travail académique dépasse considérablement l'enseignement d'habiletés mécaniques et instrumentales de manière à outiller les étudiant(e)s pour répondre aux besoins du monde corporatif. Il affirme

que ce travail académique doit au contraire favoriser la création de forums ouverts propices à l'expression d'idées nouvelles, voire subversives, à la critique des cadres théoriques courants, à la problématisation des limites théoriques actuelles et à la mise en lumière des relations de pouvoir et des processus politiques à l'œuvre dans les sociétés contemporaines. Dans le contexte actuel de pénétration sauvage d'intérêts privés et gouvernementaux dans la sphère universitaire, l'université est, et doit rester, un lieu démocratique (et de démocratisation) où l'engagement citoyen est au cœur de sa mission.

Aporia a comme objectif de permettre la diffusion de savoirs multiples et l'équipe éditoriale du journal s'engage à respecter cet objectif en créant un espace où les chercheurs, les étudiants, les professionnels et le public peuvent s'investir dans la réflexion critique et le dialogue et, ce faisant, se réappropriier des finalités qui leur sont propres.

Amélie Perron
Éditrice

Éditorial/Editorial

We have chosen to focus the editorial in this issue of *Aporia* on a trend that is of significant concern in universities: that of the growing corporatisation and militarisation of the academic sphere, which has been condemned by many thinkers. As public funds dedicated for research are cut and researchers struggle for shrinking pools of money, corporations and the military play an ever-expanding role in providing much needed funds to pursue academic research. The line between the public and the private realms becomes blurred in the process to the point that it barely exists anymore, thus depoliticizing research and education.

What is more concerning is that this trend, which poses serious political and ethical issues, has become normalised in universities, effectively turning them –and their researchers, teachers, students and staff– as merely an instrumental extension of private corporations, working to fulfill specific, narrow agendas. The distinction between public and private interests is obscured. Universities constitute a space where research and education are carried out in an autonomous manner. As one of the few remaining public spheres where critical dialogue can and must occur, they have become a site where a crisis is unfolding, a crisis of agency.

In light of the current growing corporatisation and militarisation of university campuses, we believe issues related to the production of knowledge, the ownership of research and the dissemination of information need to be problematised and discussed. The role of universities which is central to these processes needs to be clear, but above all, it needs to be protected. Corporate control over universities dictates much more than the nature of research. It also dictates what is allowed to become public knowledge, what faculty should be hired and promoted, what kind of undergraduate and graduate courses are “needed”, how the university is governed, how hierarchies operate, and what –or who– is given visibility or silenced. It dictates values and practices, it produces identities.

This issue is not new and it has been raised elsewhere. However, given the fast pace at which information is produced and published and the relentless pursuit of research grants, upon which one’s academic career heavily rests, such matters are easily dismissed as scholars and students alike “go with the flow”. We fully agree with Henry Giroux, who argues that academic work encompasses much more than preparing students for the workforce, teaching them instrumental and mechanical skills to operate effectively in a corporate world. Rather, it aims to provide a safe and open forum where ideas, may they be radical, can be developed and critiqued, theoretical boundaries can be pushed, ideologies can be identified and challenged,

and power relationships and political processes can be uncovered. It is a space where democracy and engaged citizenship are given their full scope and meaning.

Aporia aims to make knowledge accessible. In light of this disturbing phenomenon, the editorial team remains committed to this objective and to providing an open, public forum where academics, students and professionals can engage in critical reflection and dialogue and reclaim their own sense of agency.

Amélie Perron
Receiving Editor